

Hartco

T2

**RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE
AUX ACTIONNAIRES**

Pour la période terminée le 30 juin 2010

Hartco

metafore



Message aux actionnaires

CHERS ACTIONNAIRES,

Tel que détaillé dans ce rapport de gestion, Hartco inc. (« Hartco ») a enregistré, pour le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2010, des revenus consolidés de 115,9 M \$ et un bénéfice net de 0,8 M \$; soit 0,06 \$ par action sur une base diluée, comparativement à des revenus de 102,7 M \$ et un bénéfice net de 0,6 M \$, soit 0,04 \$ par action pour le trimestre correspondant de l'an dernier.

La forte demande pour les solutions TI par les entreprises canadiennes du secteur privé et public a eu une incidence favorable sur nos résultats du deuxième trimestre. Nous sommes heureux d'avoir réalisé une croissance marquée des revenus et des bénéfices pour la première moitié de l'année et nous prévoyons continuer de profiter de cette tendance favorable jusqu'à la fin de 2010.

Durant le second trimestre, le secteur Vente aux entreprises de Hartco a réalisé un BAIIA de 1,7 M \$ sur des revenus de 93,2 M \$, soit une augmentation de 4,9 % des revenus comparativement à la même période de l'an dernier. Le secteur Franchisage et distribution a comptabilisé un BAIIA de 0,8 M \$ sur un chiffre d'affaires brut de 74,8 M \$ pour le deuxième trimestre, soit une augmentation de revenue de 21,3 %, comparativement à la même période l'an dernier.

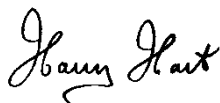
La gestion efficace de nos débiteurs et créditeurs de même que nos stocks a permis à Hartco de terminer le deuxième trimestre de 2010 avec un bilan solide grâce à un solde d'encaisse de 23,6 M \$ et aucune dette.

Les priorités de Hartco pour la deuxième moitié de 2010 seront de maximiser notre rendement d'exploitation, de mettre en œuvre notre nouveau progiciel de gestion de ressources intégrée afin d'harmoniser la plupart des systèmes existants de Hartco et d'en améliorer la productivité, tout en poursuivant le développement de l'organisation pour en assurer sa réussite future.

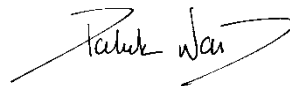
Malgré la situation économique incertaine et l'évolution constante des modèles de consommation TI, nous anticipons une croissance des investissements TI pour la deuxième moitié de l'année. La santé financière solide de Hartco nous donne l'opportunité d'investir dans des stratégies de croissance d'affaires de même que dans l'amélioration des systèmes et processus afin de livrer une croissance de la productivité et une amélioration de l'efficacité des coûts.

Nous demeurons confiants dans notre habileté de saisir les opportunités et les défis émergents de façon efficace, afin d'offrir une valeur inégalée à notre clientèle et exploiter notre entreprise avec succès.

Nous aimerions remercier nos clients pour l'excellence de nos relations d'affaires, nos fournisseurs et partenaires, notre conseil d'administration et nos associés pour leurs efforts et leur engagement à la réussite de notre entreprise. Nous sommes reconnaissants envers nos actionnaires pour leur soutien et leur confiance continus.



Harry Hart,
Président du conseil d'administration
et chef de la direction



Patrick Waid,
Président et chef de l'exploitation

Rapport de gestion

PÉRIODE DE RÉFÉRENCE

Le rapport de gestion qui suit effectue l'examen de la situation financière consolidée et des résultats des activités d'exploitation de Hartco inc. (la « Société » ou « Hartco ») pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2010 comparativement au trimestre et au semestre terminés le 30 juin 2009. Ce rapport doit être lu de façon conjointe avec les informations figurant dans les états financiers consolidés pour ces périodes ainsi que les notes s'y rapportant.

DÉCLARATIONS DE NATURE PROSPECTIVE

Exception faite des renseignements historiques ci-inclus, les déclarations contenues dans ce document sont de nature prospective. Les déclarations de nature prospective impliquent des risques et des incertitudes connus et inconnus pouvant entraîner des différences importantes entre les résultats futurs et les résultats projetés. Ces risques incluent notamment des changements au niveau de la demande des clients en termes de produits et services des technologies de l'information, des changements au niveau des pratiques ou des modalités de prix des fournisseurs, des commandes des clients, des pratiques de prix par la concurrence, des changements aux lois et à la réglementation ainsi que des changements d'ordre général dans la conjoncture économique. La description des risques qui pourraient faire en sorte que nos résultats diffèrent de façon appréciable de nos attentes se retrouve dans la section des risques et incertitudes de notre rapport de gestion annuel.

STRUCTURE JURIDIQUE

En 2009, la Société a complété la conversion de la fiducie de revenu à une société par actions.

Cette conversion a été comptabilisée selon la méthode de la continuité des intérêts communs de Fonds de revenu Hartco puisque Hartco inc. (TSX : HCI) a continué d'exercer les activités du Fonds et qu'il n'y a eu aucun transfert de propriété.

En tant que société par actions, Hartco est assujettie à l'impôt canadien fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés à compter de la date de prise d'effet de la conversion.

PROFIL D'ENTREPRISE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs au Canada : le secteur Franchisage et distribution et le secteur Vente aux entreprises.

Le secteur **Franchisage et distribution** englobe les activités de distribution de la Société menées par Distribution Hartco Société en commandite (« Distribution Hartco »), ainsi que le franchisage d'établissements vendant une vaste gamme de solutions de technologies de l'information à des entreprises de toutes tailles des secteurs privé et public. Les franchises œuvrent sous les bannières Metafore^{MC}, MicroAge^{MD} et Northwest Digital^{MD} qui ensemble comptent plus de 50 établissements à travers le pays. Les revenus de ce secteur comprennent des revenus découlant de la vente de produits aux franchisés et des redevances provenant des revenus des franchisés. Les résultats de ce secteur incluent aussi les activités et frais d'exploitation relatifs aux services généraux offerts par la Société.

Le secteur **Vente aux entreprises** englobe les activités des établissements exploités par sa filiale, Metafore Technologies inc. (« Metafore »), ainsi que celles d'une franchise MicroAge, désignée comme une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »). Depuis janvier 2010, Metafore et Microserv, deux filiales opérant dans le secteur Vente aux entreprises, ont fusionné leurs opérations et mènent leurs activités maintenant sous la bannière Metafore. Metafore est l'un des plus importants fournisseurs de solutions TI au Canada avec des opérations à travers le pays.

Rapport de gestion

REVUE DES PRIORITÉS D'ENTREPRISE

Pour 2010, la Société a établi quatre priorités pour ses secteurs d'exploitation :

1. Maximiser le rendement des résultats d'exploitation et financiers;
2. Compléter l'intégration à la suite de la fusion de Metafore;
3. Implanter un progiciel de gestion de ressources intégrées (le « PGI »);
4. Développer l'organisation pour assurer son succès futur.

La Société émerge de la récession de 2009 avec l'objectif d'augmenter ses revenus de façon rentable et d'accroître ses parts de marché dans l'industrie canadienne des TI. De plus, la Société met l'accent sur l'amélioration de la productivité et la gestion efficace des stocks, des comptes débiteurs et les créditeurs afin de maximiser le rendement du capital investi (RCI). Durant cette période, la Société a augmenté ses revenus et son bénéfice de même que sa position d'encaisse.

À la suite de l'annonce de la fusion de Metafore et de Microserv, la Société a lancé un certain nombre d'initiatives afin de revoir et améliorer son modèle d'affaires et optimiser les synergies à travers l'organisation. Certains avantages à court terme seront réalisés à la suite des activités d'intégration liées de la commercialisation, des ventes, du service à la clientèle et des ressources humaines. D'autres améliorations de la productivité et des synergies d'exploitation seront réalisées tout au long du second semestre de 2010, grâce à l'harmonisation des processus d'affaires et des systèmes d'information.

La Société est en processus de mise en œuvre d'un PGI pour l'ensemble de ses unités d'affaires. Cette mise en œuvre permettra à la Société d'améliorer la productivité, l'automatisation de ses procédés et les capacités de service à la clientèle ainsi que sa capacité d'expansion afin de soutenir la croissance future. Ce projet de mise en œuvre est en cours et devraient être mis en place pour la fin de l'année.

Hartco croit que le talent sera la source vitale de différenciation concurrentielle dans le futur et des initiatives ont été lancées pour améliorer l'efficacité organisationnelle, la compétence et les aptitudes. En outre, la Société s'efforce d'améliorer son recrutement, son développement, la rétention et la relève de son personnel et a harmonisé les pratiques d'excellence de gestion du rendement dans tous ses secteurs et divisions.

CARACTÈRE SAISONNIER

Historiquement, le niveau des revenus de la Société est plus important aux premier et quatrième trimestres, et moins élevé au cours des deuxième et troisième trimestres. Cette tendance est liée aux cycles d'achats des entreprises et des organismes gouvernementaux qui sont plus élevés en fin d'exercice.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010 COMPARATIVEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2009

Le bénéfice net consolidé pour le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2010 s'est élevé à 0,8 M \$, soit 0,06 \$ par action (de base et dilué) comparativement à un bénéfice net de 0,6 M \$, soit 0,04 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante terminée le 30 juin 2009.

Les revenus consolidés se sont chiffrés à 115,9 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 comparativement à 102,7 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, une augmentation de 13,2 M \$, soit 12,8 %. Les revenus nets du secteur Franchisage et distribution ont augmenté de 8,8 M \$, soit 63,7 % tandis que les revenus du secteur Vente aux entreprises ont augmenté de 4,3 M \$, soit 4,9 %.

Les coûts des produits vendus et les dépenses d'exploitation ont atteint 113,5 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 101,5 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. Cette hausse de 12,0 M \$, soit 11,8 % est attribuable à l'augmentation des volumes, et est compensée partiellement par des réductions de dépenses dans tous les secteurs d'activités de la Société.

Rapport de gestion

Le BAIIA consolidé s'est chiffré à 2,4 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 1,3 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, une augmentation de 1,1 M \$, soit 93,1 %. Le niveau plus élevé du profit brut et du BAIIA est principalement attribuable à l'augmentation des volumes du secteur Franchisage et distribution ainsi que du secteur Vente aux entreprises. L'augmentation du volume a eu une incidence favorable sur le BAIIA de 2,4 M \$ alors que la diminution des charges d'exploitation a eu une incidence favorable de 0,3 M \$ malgré des charges non-récurrentes encourues durant le trimestre courant. La diminution des prix de vente moyen ont eu une incidence défavorable de 1,5 M \$ sur les marges. Ces éléments et variations sont expliqués dans l'analyse sectorielle.

L'amortissement consolidé pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 s'est chiffré à 0,9 M \$, comparativement à 0,5 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. L'augmentation de la charge d'amortissement représente un amortissement accéléré de nos logiciels qui sont présentement utilisés et qui seront remplacés par un système intégré en 2010.

Les frais financiers nets ont totalisé 0,4 M \$, pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 0,1 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. Les frais financiers sont majoritairement composés de frais d'intérêt reliés à des cotisations de taxes de vente et de société pour le trimestre terminé le 30 juin 2010. Pour le même trimestre de l'an dernier terminé le 30 juin 2009, les frais financiers étaient majoritairement constitués de frais bancaires. La Société a des frais d'intérêt minimes qui reflètent une moyenne d'emprunts moins élevée sur la facilité de crédit depuis les deux dernières années. Les frais d'intérêt reliés à des cotisations de taxes de vente et de société pour le trimestre en cours représentent des charges de 0,3 M \$ relativement à des vérifications de taxes pour les années 2005 à 2010.

La charge d'impôts sur le revenu enregistrée durant le trimestre en cours est de 0,6 M \$, comparativement à des charges de 0,2 M \$ enregistrées pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. L'écart de 0,4 M \$ est relié principalement à l'augmentation du bénéfice avant impôts.

La quote-part des résultats des sociétés satellites durant le deuxième trimestre s'est chiffrée à 0,3 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 comparativement à 0,1 M \$ pour le même trimestre de l'an dernier et elle reflète la participation aux résultats du franchisé MicroAge, qui est exploité indépendamment du secteur Vente aux entreprises.

La part des actionnaires sans contrôle s'est élevée à 20 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2010 et reflète la part des actionnaires sans contrôle dans le profit de la société considérée comme une EDDV comparativement à des pertes de 53 000 \$ encourues au cours de la période correspondante de l'année dernière.

Analyse sectorielle

Franchisage et distribution

Les revenus nets du secteur Franchisage et distribution, excluant les redevances, ont été de 22,2 M \$, pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 13,4 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. Cette augmentation s'explique par des ventes plus élevées au réseau MicroAge au cours de l'année.

Les revenus découlant de redevances ont totalisé 0,5 M \$ pour les trimestres terminés le 30 juin 2010 et le 30 juin 2009.

Pour le trimestre en cours, le BAIIA était de 0,8 M \$ comparativement à 0,7 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. Le BAIIA a bénéficié d'une hausse de volume de 1,7 M \$. Cette hausse fut partiellement compensée par des marges inférieures. Les contrôles de coûts et la réduction des effectifs ont contribué à diminuer les charges d'exploitation de 0,2 M \$ durant le trimestre en cours comparativement à l'an dernier, malgré des frais d'intérêt reliés à des cotisations de taxes de vente. Il est à noter que les frais généraux de la Société sont comptabilisés dans ce secteur.

Rapport de gestion

Vente aux entreprises

Le secteur Vente aux entreprises a produit des revenus de 93,2 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 88,8 M \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009. Cette augmentation des revenus de 4,4 M \$, soit 4,9 % s'explique principalement par une augmentation générale des volumes au Québec et en Ontario.

Le BAIIA du secteur pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 a atteint 1,7 M \$, comparativement à 0,5 M \$ pour la même période l'an dernier, une augmentation de 1,2 M \$, soit 213,4 %. Cette augmentation du BAIIA est attribuable à l'augmentation des volumes représentant 0,6 M \$ et des marges plus élevées de 0,2 M \$. Les coûts d'exploitation sont inférieurs à l'an dernier à la suite de l'implantation de nouveaux programmes de rémunération et de la réduction de frais d'exploitation et des effectifs, malgré des coûts additionnels reliés à des cotisations de taxes de vente de 0,3 M \$.

SÉLECTION D'INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

Trimestre terminé le	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2009
	\$	\$	\$	\$
Revenus	115 882	122 629	105 556	99 041
BAIIA ¹⁾	2 425	3 448	1 868	2 679
Bénéfice net				
Activités poursuivies	766	1 881	434	1 614
Activités abandonnées	-	-	246	-
Bénéfice net	766	1 881	680	1 614
Bénéfice par action - dilué	0,06	0,14	0,05	0,11

	30 juin 2009	31 mars 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
	\$	\$	\$	\$
Revenus	102 705	115 260	119 427	102 500
BAIIA ¹⁾	1 254	1 054	4 644	1 517
Bénéfice net				
Activités poursuivies	608	355	2 524	659
Activités abandonnées	-	-	-	-
Bénéfice net	608	355	2 524	659
Bénéfice par action - dilué	0,04	0,03	0,19	0,05

1) La définition du BAIIA est incluse dans la section Mesures financières non conformes aux PCGR.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010 COMPARATIVEMENT AU SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2009

Le bénéfice net consolidé pour le semestre terminé le 30 juin 2010 s'est élevé à 2,6 M \$, soit 0,20 \$ par action (0,19 \$ par action sur une base diluée), comparativement à 1,0 M \$, soit 0,07 \$ par action (de base et dilué), pour le semestre correspondant terminé le 30 juin 2009.

Les revenus consolidés se sont chiffrés à 238,5 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 218,0 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009, soit une augmentation de 20,5 M \$, soit 9,4 %. Les revenus nets du secteur Franchisage et distribution ont augmenté de 9,1 M \$ ou 25,9 %, tandis que les revenus du secteur Vente aux entreprises ont augmenté de 11,4 M \$ ou 6,2 %.

Les coûts des produits vendus et les dépenses d'exploitation ont atteint 232,6 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 215,7 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009. Cette augmentation de 16,9 M \$, soit de 7,8 % est attribuable à l'augmentation du volume et au programme de réduction et de

Rapport de gestion

restriction des coûts.

Le BAIIA consolidé s'est chiffré à 5,9 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 2,3 M \$ pour la période correspondante terminée le 30 juin 2009, soit une augmentation de 3,6 M \$ ou 154,7 %. Le niveau plus élevé de la marge brute et du BAIIA est attribuable principalement à l'augmentation de la demande et du volume plus élevé de la vente de services. Les frais d'exploitation ont diminué de 1,7 M \$ malgré des dépenses non-récurrentes. Ces éléments et autres écarts sont expliqués dans l'analyse des résultats sectoriels.

L'amortissement consolidé pour le semestre terminé le 30 juin 2010 a été de 1,9 M \$ alors qu'il était de 1,0 M \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009.

Les frais financiers nets ont totalisé 0,5 M \$, pour les deux semestres terminés les 30 juin 2010 et 30 juin 2009. Les frais financiers sont majoritairement composés de frais d'intérêt reliés à des cotisations de taxes de vente et de société pour le semestre se terminant le 30 juin 2010. Pour la même période de l'an dernier terminée le 30 juin 2009, les frais financiers étaient majoritairement constitués de frais bancaires et de frais d'intérêt reliés à des cotisations de taxes de vente de 0,2 M \$. La Société a des frais d'intérêt minimes qui reflètent une moyenne d'emprunts moins élevée sur la facilité de crédit depuis les deux dernières années. Les frais d'intérêt reliés à des cotisations de taxes de vente et de société pour le semestre en cours représentent des charges de 0,3 M \$ relativement à des vérifications de taxes pour les années 2005 à 2010.

La charge d'impôts sur le revenu enregistrée durant le semestre en cours est de 1,3 M \$, comparativement à 0,3 M \$ enregistrée pour la période correspondante de 2009. L'écart de 1,0 M \$ est relié principalement à l'augmentation du bénéfice avant impôts.

La quote-part des résultats des sociétés satellites s'est chiffrée à 0,5 M \$ comparativement à 0,3 M \$ pour le semestre correspondant de l'an dernier, et elle reflète la participation aux résultats du franchisé MicroAge, qui est exploité indépendamment du secteur Vente aux entreprises.

La part des pertes des actionnaires sans contrôle s'est élevée à 34 000 \$ pour le semestre en cours et reflète la part des actionnaires sans contrôle dans la perte de la Société considérée comme une EDDV comparativement à une perte de 118 000 \$ pour le semestre de l'année dernière.

Résultats sectoriels

Franchisage et distribution

Les revenus nets du secteur Franchisage et distribution, excluant les redevances, ont été de 43,3 M \$, pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 34,2 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009. Cette augmentation s'explique par une hausse du volume provenant du réseau MicroAge.

Les revenus découlant de redevances ont été de 1,1 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2010 alors qu'ils étaient de 1,0 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009 et reflète l'augmentation du volume de ventes du réseau MicroAge.

Le BAIIA du secteur a été de 2,2 M \$ pour le semestre en cours, comparativement à un BAIIA de 0,5 M \$ pour la période correspondante de l'an dernier. La marge brute a eu une incidence favorable à la suite de la hausse du volume de 1,4 M \$ qui fut compensée partiellement par une baisse des marges de 1,2 M \$. La baisse des frais attribuable aux réductions d'effectifs ainsi que le contrôle des coûts a eu une incidence favorable sur le BAIIA de 1,4 M \$, malgré des charges relatives à des cotisations de taxes de vente de 0,3 M \$. Durant le même semestre de l'an dernier, les frais d'exploitation ont inclus une charge de 0,4 M \$ attribuable à des cotisations de taxes de vente et à des frais de conversion de 0,3 M \$. Il est à noter que les frais généraux de la Société sont comptabilisés dans ce secteur.

Rapport de gestion

Vente aux entreprises

Le secteur Vente aux entreprises a enregistré des revenus de 194,1 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 182,7 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009. Cette augmentation des ventes de 11,4 M \$, soit 6,2 % s'explique principalement par une augmentation des volumes au Québec et en Ontario.

Le BAIIA du secteur a atteint 3,7 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 1,8 M \$ pour le 30 juin 2009, une augmentation de 1,9 M \$, soit 107,7 %. L'augmentation du BAIIA s'explique par la hausse des volumes de 1,7 M \$ et un contrôle amélioré des coûts de 0,2 M \$ malgré des frais de cotisations de taxes de vente de 0,3 M \$.

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

Au cours du semestre terminé le 30 juin 2010, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies ont atteint 1,9 M \$ comparativement à 6,2 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009.

Les activités d'exploitation, avant la variation d'éléments hors-caisse du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie de 6,0 M \$ durant le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à des flux de trésorerie de 2,2 M \$, pour le semestre terminé le 30 juin 2009, soit une augmentation de 3,8 M \$. Cette augmentation des flux de trésorerie est principalement attribuable aux résultats d'exploitation plus élevés. L'encaisse utilisée par les éléments hors-caisse du fonds de roulement a totalisé 0,3 M \$ au cours de la même période comparativement à l'encaisse générée de 7,6 M \$ au cours du semestre terminé le 30 juin 2009.

Au cours du semestre terminé le 30 juin 2010, les créditeurs et charges à payer ainsi que les impôts à payer ont eu une incidence favorable de 7,0 M \$, et 0,6 M \$ respectivement. Les débiteurs et les stocks ont eu une incidence négative de 6,7 M \$ et 1,1 M \$ respectivement. Pour la période correspondante de l'an dernier, les débiteurs, les stocks ainsi que les revenus reportés ont eu une incidence favorable sur le solde de la variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement de 7,0 M \$, 4,6 M \$ et 0,6 M \$ respectivement, alors que les créditeurs et charges à payer ont eu une incidence négative de 4,5 M \$. La politique de la Société est de profiter des escomptes de paiement rapide des fournisseurs et de financer temporairement ses comptes clients jusqu'au terme du cycle de conversion de l'encaisse.

Il n'y avait aucun tirage sur les facilités de crédit au 30 juin 2010 et il en fut ainsi à la fin de tous les trimestres depuis décembre 2007. En 2009, alors que Hartco exploitait la fiducie de revenu, les distributions aux détenteurs de parts et d'unités d'actions reflet se sont élevées à 3,0 M \$. Le rachat d'actions a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie de 0,4 M \$ en 2010 alors qu'il n'y a une aucune incidence durant la même période de l'année dernière.

Les flux de trésorerie utilisés pour des activités d'investissement ont totalisé 3,3 M \$ durant le semestre terminé le 30 juin 2010, comparativement à 0,6 M \$ générés au cours du semestre terminé le 30 juin 2009. Les dépenses en immobilisations corporelles pour le semestre terminé le 30 juin 2010 s'élèvent à 1,0 M \$ comparativement à 0,1 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009 alors que les immobilisations incorporels se sont élevés à 2,2 M \$ pour le semestre en cours comparativement à 0,4 M \$ pour le semestre de l'an dernier. Les dépenses en immobilisations visent à l'amélioration des systèmes d'exploitation de la Société, ainsi qu'à l'infrastructure informatique. La Société n'a aucun engagement en capital important, autre que le projet de remplacer les systèmes d'exploitation en une seule version commune et intégrée, et en raison de la nature de ses activités, elle n'est pas tenue d'investir de façon importante en immobilisations corporelles.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non conforme aux PCGR recommandée par l'ICCA en vue d'établir une mesure cohérente et comparable des flux de trésorerie disponibles d'une entité à l'autre à partir des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Cette mesure est utilisée comme indicateur de la solidité et de la performance financière. Les mesures financières non-conformes aux PCGR n'ont aucune signification

Rapport de gestion

normalisée préconisée par les PCGR, et par conséquent, elles sont peu susceptibles d'être comparées à des mesures semblables présentées par d'autres entités.

Les flux de trésorerie disponibles normalisés et ajustés constituent une indication de la capacité de l'entité de continuer à générer des liquidités discrétionnaires grâce aux activités d'exploitation, et comprennent les flux de trésorerie d'exploitation après déduction des dépenses en immobilisations totales et des dividendes qui s'apparentent davantage à des frais financiers. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation discrétionnaire par la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires.

Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, comme ils sont comptabilisés selon les PCGR, déduction faite des ajustements suivants :

- a) total des dépenses en immobilisations inscrit selon les PCGR;
- b) dividendes, quand cela est stipulé, à moins qu'ils ne soient déduits du calcul des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Les dépenses en immobilisations sont définies comme étant des décaissements de nature capitale requis afin de maintenir l'entreprise à son niveau actuel de capacité d'exploitation et d'efficacité et incluent les acquisitions d'actifs incorporels. Les flux de trésorerie normalisés et ajustés comprennent le produit de cession des immobilisations et l'encaissement net des prêts à recevoir.

Le calcul pour les périodes à l'étude est établi comme suit :

	Trimestre terminé		Semestre terminé	
	le 30 juin		le 30 juin	
Flux de trésorerie disponibles normalisés et ajustés	2010	2009	2010	2009
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	2 419	4 371	5 663	9 755
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 479)	(250)	(3 281)	(568)
Frais de financement reportés	(36)	-	(52)	-
Décaissements des activités abandonnées	-	-	(414)	-
Flux de trésorerie disponibles et normalisés	(96)	4 121	1 916	9 187
Produits de la cession d'immobilisations	-	-	-	-
Encaissement net des prêts à recevoir	-	-	-	-
Flux de trésorerie disponibles normalisés et ajustés	(96)	4 121	1 916	9 187

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux PCGR. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont aucune signification normalisée préconisée par les PCGR, et par conséquent, elles sont peu susceptibles d'être comparées à des mesures semblables présentées par d'autres entités.

La Société définit le BAIIA comme le bénéfice avant les frais financiers, l'amortissement, la dépréciation d'actifs, les provisions pour impôts sur les bénéfices, la quote-part des résultats des sociétés satellites et la part des actionnaires sans contrôle. Le BAIIA pour le semestre terminé le 30 juin 2010 s'est chiffré à 5,9 M \$ (2,3 M \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2009) et il s'agit du même montant que le bénéfice découlant des activités poursuivies en excluant les éléments suivants, tel que présenté aux états consolidés des résultats et des résultats étendus. Le rapport du BAIIA est conçu pour aider les utilisateurs à effectuer l'analyse financière.

Rapport de gestion

Le rapprochement du BAIIA et du bénéfice des activités poursuivies est comme suit :

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net provenant des activités d'exploitation poursuivies	766	608	2 648	963
Rajouter:				
Part des actionnaires sans contrôle	20	(53)	34	(118)
Quote-part des résultats des sociétés satellites	(250)	(86)	(464)	(287)
Impôts sur les bénéfices	581	245	1 284	307
Frais financiers	392	87	503	402
Amortissement	916	453	1 869	1 040
BAIIA	2 425	1 254	5 874	2 307

DISTRIBUTIONS EN ESPÈCES ET POLITIQUE DE DIVIDENDES

En 2009, avant que Hartco se convertisse d'une fiducie de revenu en société par actions, la Société a procédé mensuellement à des distributions en espèces aux détenteurs de ses parts et ce, sans tenir compte des fluctuations saisonnières normales ayant lieu en cours d'année. La distribution en espèces pour le semestre terminé le 30 juin 2009 s'est chiffrée à 3,0 M \$, sur lesquels 2,0 M \$ ont été attribués aux détenteurs de parts et 1,0 M \$ aux détenteurs d'unités d'actions reflet.

À la suite de la conversion du Fonds, le Conseil d'administration a adopté une politique de dividendes ayant pour objectif premier de maintenir un ratio de forte croissance du capital. Selon cette politique, la situation économique en 2009 et en fonction de la stratégie de croissance future, aucun dividende n'a été déclaré depuis le 15 avril 2009 et le Conseil d'administration ne prévoit pas en déclarer en ce moment.

Au cours de la première moitié de 2009, la Société a déclaré des distributions à ses détenteurs de parts et à ses détenteurs d'unités d'actions reflet, comme suit :

Distribution aux détenteurs de parts

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution par part \$	Distribution déclarée \$
15 janvier 2009	31 décembre 2008	0,050	499 440
15 février 2009	31 janvier 2009	0,050	499 440
16 mars 2009	28 février 2009	0,050	499 440
15 avril 2009	31 mars 2009	0,050	499 440
30 avril 2009	14 avril 2009	0,025	249 720
Total des distributions		0,225	2 247 480

Distribution aux détenteurs d'unités d'actions reflet

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution par unité d'action reflet \$	Distribution déclarée \$
15 janvier 2009	31 décembre 2008	0,046	167 137
15 février 2009	31 janvier 2009	0,046	167 137
16 mars 2009	28 février 2009	0,046	167 137
15 avril 2009	31 mars 2009	0,046	167 137
30 avril 2009	14 avril 2009	0,023	83 569
Total des distributions		0,207	752 117

Rapport de gestion

Total des distributions

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution déclarée \$
15 janvier 2009	31 décembre 2008	666 577
15 février 2009	31 janvier 2009	666 577
16 mars 2009	28 février 2009	666 577
15 avril 2009	31 mars 2009	666 577
30 avril 2009	14 avril 2009	333 289
Total des distributions		2 999 597

RESSOURCES EN CAPITAL

La Société a une entente de financement de l'ordre de 45,0 M \$ qui comprend une tranche de crédit rotative renouvelable de 3 ans de 25,0 M \$ qui peut être prolongée d'une année supplémentaire avant chaque date d'anniversaire et de deux tranches de crédit remboursables sur demande de 10,0 M \$ chacune. La Société a récemment obtenu une prolongation d'un an selon l'entente de sa facilité de crédit. Cette facilité de crédit porte intérêt à divers taux selon le taux de base ou le taux des acceptations bancaires majoré d'une prime calculée sur la base de l'atteinte de certains ratios financiers. De plus, la Société est assujettie au maintien de ratios habituels de couverture de la dette sur l'avoir net corporel et des charges fixes ainsi que certaines autres conditions. Au 30 juin 2010, il n'y avait aucun tirage sur la facilité de crédit.

La Société avait un ratio dette:capitalisation de 0:100 au 30 juin 2010. L'endettement est calculé net de l'encaisse et le capital inclut la part des actionnaires sans contrôle. Au 30 juin 2010, Hartco inc. respectait ses ratios financiers et ses ratios de couverture.

La Société croit que les flux de trésorerie résultant de l'exploitation, les fonds rendus disponibles par sa facilité de crédit et les autres sources d'encaisse seront suffisants pour satisfaire ses besoins anticipés de liquidités pour le prochain exercice.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Un sommaire des variations du capital-actions de Hartco pour le semestre terminé le 30 juin 2010 se détaille comme suit :

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Milliers de dollars
Total en circulation au 31 décembre 2009	13 540 690	48 535
Actions rachetées et annulées	(131 800)	(466)
Total en circulation au 30 juin 2010	13 408 890	48 069

Le tableau suivant fournit le nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans les calculs des résultats par action de base et dilué :

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net <i>(en milliers de dollars)</i>	766	608	2 648	963
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <i>(en milliers d'actions)</i>				
- de base	13 435	13 599	13 470	13 599
- dilué	13 849	13 599	13 888	13 599

Rapport de gestion

OPÉRATIONS ENTRE SOCIÉTÉS APPARENTÉES

Des opérations entre sociétés apparentées ont été conclues dans le cours normal des affaires et elles ont été évaluées à la valeur d'échange. Ces opérations et soldes sont les suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Comptes débiteurs - sociétés satellites ¹⁾	3 227	301	3 227	301
Revenus - sociétés satellites ¹⁾	8 997	1 260	16 498	5 021
Intérêts créditeurs - sociétés satellites ¹⁾	25	25	49	299
Comptes débiteurs - société sous contrôle commun ²⁾	523	90	523	90
Revenus - société sous contrôle commun ²⁾	601	81	607	90

- 1) Opérations avec les sociétés satellites.
Les sociétés satellites sont des franchisés dans lesquelles la Société ou ses filiales et sociétés en commandite détiennent une participation. Les revenus du tableau ci-dessus représentent la vente de produits provenant de Distribution Hartco, selon des modalités normales, alors que les intérêts créditeurs ont été gagnés sur des prêts et des créances portant intérêts et sur des avances.
- 2) Opérations avec une société sous contrôle commun.
Hartco est liée, par le biais de son actionnaire majoritaire, à une société à laquelle elle a vendu des produits.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

a) Contrôle et procédures de communication de l'information

La direction de la Société est responsable de l'établissement et du maintien des contrôles et procédures de communication de l'information pour la Société tel que défini par le Règlement 52-109 émis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières. La direction a pris des mesures pour que ces contrôles et ces procédures de communication de l'information soient conçus sous sa supervision pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, soit portée à l'attention du chef de la direction et du chef de la direction financière et que cette information soit enregistrée, préparée, résumée et déclarée dans les périodes spécifiques.

Au 30 juin 2010, la direction a évalué la conception et l'application des procédures et contrôles de communication de la Société et a conclu que ceux-ci étaient efficaces.

b) Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société est responsable d'établir et d'évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière tel que défini par le Règlement 52-109 émis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières. La direction a pris des mesures pour que ces contrôles internes à l'égard de l'information financière soient conçus sous sa supervision pour fournir une assurance raisonnable relativement à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers à des fins externes selon les PCGR.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle a utilisé des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »).

En raison des limitations inhérentes, les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne peuvent prévenir ni détecter toutes les inexactitudes. De plus, toute projection des évaluations de l'efficacité de celles-ci sont sujettes au risque que ces contrôles pourraient devenir inadéquats à cause de changements aux conditions ou que le degré de conformité aux politiques et procédures pourrait se détériorer.

Rapport de gestion

La direction a évalué la conception et l'efficacité du fonctionnement des contrôles et procédures à l'égard de l'information financière et a conclu, au 30 juin 2010, qu'ils étaient efficaces. Il n'y a eu aucune faiblesse importante qui n'a été identifiée par la direction à l'égard de ceci.

Il n'y a eu aucun changement de contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société depuis le trimestre terminé le 30 juin 2010 qui aurait eu une incidence importante ou dont aurait pu raisonnablement croire qu'il aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Comptes débiteurs

Au 30 juin 2010, les comptes débiteurs totalisaient 67,6 M \$. La direction suit des pratiques conservatrices en accordant du crédit commercial et prend soin de mettre en pratique des techniques visant à réduire le risque crédit. La direction passe régulièrement et entièrement en revue le portefeuille des comptes débiteurs et met à jour ses estimations de montants irrécouvrables, à partir des informations les plus récentes qui soient disponibles. Ces montants constituent la base de la provision pour créances douteuses de la Société.

Stocks

Au 30 juin 2010, les stocks ont totalisé 11,7 M \$. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Les provisions appropriées ont été comptabilisées pour les stocks à faible rotation et les stocks désuets. En raison du nombre élevé de changements technologiques, la direction surveille étroitement la qualité et le profil des stocks afin d'identifier les produits pouvant présenter un risque.

Une fois ces produits identifiés, différentes stratégies sont élaborées afin de maximiser la valeur de réalisation. Il peut s'agir de retours aux fabricants, d'une activité promotionnelle (publicité, démarque des prix, etc.), et enfin, de liquidation. La direction passe en revue, sur une base permanente, les profils des produits en stock, ce qui minimise le risque global et elle met à jour les estimations qui sont faites du montant nécessaire pour refléter un tel risque. Les montants irrécouvrables estimés sont déduits du bénéfice dans la période au cours de laquelle le risque est identifié.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la dépréciation d'actifs à long terme lorsque des événements ou des changements surviennent et indiquent que la valeur comptable de ces derniers n'est pas recouvrable. Une dépréciation d'actifs est reconnue sur des actifs à long terme à maintenir et utiliser lorsque leur valeur comptable dépasse les flux de trésorerie non escomptés totaux, sauf pour leur utilisation ou une cession éventuelle. Le montant de la perte est calculé en soustrayant la juste valeur de l'actif de sa valeur comptable.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si un événement ou un changement de situation devait survenir et indiquer la possibilité d'une dépréciation. La Société compare la valeur comptable de l'unité de référence à sa valeur marchande, déterminée par une analyse des flux de trésorerie actualisés. Lors de la préparation des flux de trésorerie actualisés, la Société fait preuve de jugement dans l'estimation de la rentabilité, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des taux d'escompte futurs. Si la valeur comptable de l'unité de référence excède la valeur marchande, la Société évaluerait alors la dépréciation en comparant la juste valeur de l'écart d'acquisition à sa valeur comptable.

Rapport de gestion

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Nouvelles normes comptables à adopter dans les exercices à venir

Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux regroupements d'entreprises pour lesquels l'acquisition aura eu lieu pendant ou après les périodes intermédiaires ou les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Ce chapitre améliore la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information relative à un regroupement d'entreprises et à ses effets que fournit l'entité publiante dans ses états financiers.

Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts de la Société à compter du 1^{er} janvier 2011. Ce chapitre établit les normes pour la préparation des états financiers consolidés.

Le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Ce chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans des états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises.

Normes internationales d'information financière. Le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») prévoit que les PCGR du Canada utilisés par les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes convergeront vers les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») au cours d'une période de transition qui se terminera le 1^{er} janvier 2011, date d'entrée en vigueur des IFRS. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation. Par conséquent, la Société a élaboré un plan de basculement afin d'adopter ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Une équipe de mise en œuvre a été formée et des conseillers indépendants ont été embauchés afin de former nos employés. La Société a terminé la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic en 2008 et sa documentation en 2009. La Société se trouve actuellement dans la phase d'analyse des répercussions et de conception. Lors de son analyse comparative des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé un certain nombre de différences. La Société réévaluera et ajustera continuellement le plan de basculement afin de s'assurer que le processus de mise en œuvre couvre adéquatement les principaux éléments du plan.

Rapport de gestion

Le tableau suivant résume les principales activités et étapes du plan de conversion aux normes IFRS de la Société :

Activité Clé	Étapes/Échéance	Travail accompli/à accomplir
<p>Énumération des différences entre les conventions comptables (PCGR canadiens/IFRS), des choix à faire et des exigences en matière d'information financière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • choix des conventions comptables pour le passage à la norme IFRS 1. • choix des conventions comptables qui seront en vigueur lorsque l'entité aura adopté les normes IFRS. • Format de présentation des états financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer les choix portant sur le passage à la norme IFRS 1 et sur les conventions comptables IFRS critiques avant la fin du deuxième trimestre de 2010. • Tenir à jour en parallèle une ébauche des états financiers pour les périodes de l'exercice 2010 selon les normes IFRS, comme base de comparaison pour les rapports financiers qui seront préparés selon IFRS pour l'exercice 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les options de transition dans le cadre du passage à la norme IFRS 1 ont été présentées à l'équipe de direction et au comité de vérification. • Les principales différences en matière de conventions comptables entre les normes IFRS et les PCGR canadiens ont été relevées, évaluées et quantifiées. • Une version provisoire des états financiers préparés selon les normes IFRS avec les notes y afférent, dont la note sur les principales conventions comptables qui seront en vigueur lorsque la société aura adopté les normes IFRS, a été préparée et présentée au comité de vérification. • Le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2010 a été présenté à la haute direction et au comité de vérification. • Des états financiers selon les normes IFRS seront établis en parallèle pour tous les trimestres de 2010.
<p>L'expertise de Hartco en matière de normes IFRS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation à l'intention du personnel comptable et aux départements non-comptables. • La haute direction et conseil d'administration y compris le comité de vérification. 	<ul style="list-style-type: none"> • Donner la formation sur les IFRS au personnel comptable et aux départements non-comptables. • Fournir des rapports trimestriels au comité de vérification au cours de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des séances de formation seront données au personnel comptable durant le troisième trimestre 2010.

Rapport de gestion

Activité Clé	Étapes/Échéance	Travail accompli/à accomplir
<p>Technologies de l'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> • changements de traitement systématiques • Mises à jour/modifications des programmes • calculs exceptionnels (IFRS 1) • cueillette des données pour la divulgation • Processus de surveillance du budget, du plan, et des prévisions 	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre d'établir la situation financière initiale selon les normes IFRS dès le deuxième trimestre de 2010. • Être prêt à effectuer le traitement en parallèle au cours du deuxième trimestre de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les besoins clés de divulgation ont été identifiés et la cueillette des données de divulgation à travers les différents services ont commencé au cours du deuxième trimestre de 2010. • La Société ne prévoit aucune incidence significative sur ses systèmes informatiques.
<p>Environnement de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôles en matière de détermination des conventions comptables, de documentation et de mise en œuvre. • examen indépendant des applications. 	<ul style="list-style-type: none"> • La haute direction examinera toutes modifications significatives aux conventions comptables au cours du troisième trimestre de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une incidence peu significative est prévue puisque la Société n'a relevé que peu de différences entre les normes IFRS et les PCGR canadiens.
<p>Évaluation des politiques d'affaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conventions et pratiques financières • Évaluation des contrats conclus avec les clients et les fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Terminer l'évaluation avant la fin du troisième trimestre de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une incidence peu significative est prévue.

La Société a identifié dans le tableau suivant les choix à faire qui auront une incidence plus importante sur ses états financiers dans le cadre du passage aux normes IFRS, ainsi que les différences entre les conventions comptables selon les IFRS et les PCGR du Canada.

Convention comptable	Différence	Incidence potentielle
Regroupements d'entreprises et règles de consolidation	Les Sociétés adoptant pour la première fois les normes IFRS peuvent appliquer IFRS 3 (amendé en 2008) rétroactivement aux regroupements d'entreprise qui sont survenus avant la date de transition aux IFRS. Par contre, si une Société adoptant pour la première fois les normes IFRS retraits un regroupement d'entreprises pour se conformer aux IFRS 3 (amendé en 2008), il devra retraiter les regroupements d'entreprises subséquents et devra appliquer IAS 27 (amendé en 2008) à la même date.	La Société a complété son analyse préliminaire et selon cette analyse ne consolidera plus son entité à droits variable. Ceci réduira un peu les revenus et l'EBITDA mais n'aura aucun impact sur le bénéfice net.

Rapport de gestion

Convention comptable	Différence	Incidence potentielle
Regroupements d'entreprises et règles de consolidation (suite)	<p>Les Sociétés adoptant pour la première fois les normes IFRS peuvent appliquer IFRS 3 (amendé en 2008) rétroactivement aux regroupements d'entreprise qui sont survenus avant la date de transition aux IFRS. Par contre, si une Société adoptant pour la première fois les normes IFRS retraite un regroupement d'entreprises pour se conformer aux IFRS 3 (amendé en 2008), il devra retraiter les regroupements d'entreprises subséquents et devra appliquer IAS 27 (amendé en 2008) à la même date.</p> <p>Selon les IFRS, l'obligation de consolider une entité est déterminée en fonction du contrôle, les entités ad hoc faisant l'objet de considérations particulières. Selon les PCGR du Canada, un modèle de contrôles similaires s'applique, sauf dans le cas des entités à vocation spéciale, qui sont comptabilisées selon le modèle des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »).</p>	
Immobilisations corporelles	Les IFRS exigent que les principales composantes d'une immobilisation soient amorties séparément. Cette exigence étant moins explicite dans les PCGR du Canada, nous avons identifié un plus grand nombre de composantes significatives qui seront amorties séparément selon les IFRS.	La Société a choisi de réévaluer son bâtiment et terrain à la juste valeur ce qui deviendra le coût après la transition. La Société a déterminé qu'il n'y aura aucune incidence significative sur la charge d'amortissement annuelle.

La liste des différences identifiée ne doit pas être considérée comme exhaustive et d'autres modifications pourraient découler de notre conversion aux IFRS. De plus, les incidences de notre conversion aux IFRS énumérées reflètent nos hypothèses, estimations et attentes les plus récentes, y compris notre évaluation des IFRS qui devraient être applicables au moment de la conversion. Par suite de changements de circonstances, comme la conjoncture économique ou les activités, et de l'incertitude inhérente à l'utilisation d'hypothèses, les incidences réelles de notre conversion aux IFRS pourraient être différentes de celles qui sont présentées ci-dessus.

Rapport de gestion

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Des renseignements additionnels sur la Société, incluant sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Montréal, Canada
Le 10 août 2010

États consolidés des résultats et du résultat étendu

(non vérifiés)

Pour les trimestres et semestres terminés les 30 juin

(en milliers de dollars sauf pour les montants par action)

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Revenus	115 882	102 705	238 511	217 965
Coût des ventes et des frais d'exploitation (note 3)	113 457	101 451	232 637	215 658
Bénéfice avant les éléments suivants	2 425	1 254	5 874	2 307
Amortissement	916	453	1 869	1 040
Bénéfice d'exploitation	1 509	801	4 005	1 267
Frais financiers (note 4)	392	87	503	402
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, quote-part des résultats des sociétés satellites et part des actionnaires sans contrôle	1 117	714	3 502	865
Impôts sur les bénéfices				
Exigibles	442	(15)	603	(15)
Futurs	139	260	681	322
	581	245	1 284	307
Bénéfice avant quote-part des résultats des sociétés satellites et part des actionnaires sans contrôle	536	469	2 218	558
Quote-part des résultats des sociétés satellites	250	86	464	287
Part des actionnaires sans contrôle	(20)	53	(34)	118
Bénéfice net et résultat étendu	766	608	2 648	963
Bénéfice par action (note 6)				
De base	0,06	0,04	0,20	0,07
Dilué	0,06	0,04	0,19	0,07

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

États consolidés de l'avoir des actionnaires

(non vérifiés)

Pour les semestres terminés les 30 juin

(en milliers de dollars)

				2010
	Capital actions (Note 1)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Avoir des actionnaires
Solde au 31 décembre 2009	48 535	771	11 683	60 989
Bénéfice net pour le semestre terminé le 30 juin 2010	-	-	2 648	2 648
Rémunération à base d'actions (note 9)	-	139	-	139
Rachat et annulation d'actions (note 9)	(466)	38	-	(428)
Solde au 30 juin 2010	48 069	948	14 331	63 348

				2009
	Capital actions (Note 1)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Avoir des actionnaires
Solde au 31 décembre 2008	48 743	661	10 759	60 163
Bénéfice net pour le semestre terminé le 30 juin 2009	-	-	963	963
Distributions				
Détenteurs de parts	-	-	(1 748)	(1 748)
Détenteurs d'unités d'actions reflet	-	-	(585)	(585)
Solde au 30 juin 2009	48 743	661	9 389	58 793

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifiés)

Pour les trimestres et semestres terminés les 30 juin

(en milliers de dollars)

	Trimestre terminé		Semestre terminé	
	le 30 juin		le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux:				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	766	608	2 648	963
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations corporelles	728	365	1 484	740
Amortissement des actifs incorporels	188	88	385	300
Amortissement des frais de financement reportés	31	-	58	-
Rémunération à base d'actions (note 9)	69	(38)	139	(18)
Impôts futurs	139	260	681	322
Quote-part des résultats des sociétés satellites, nette des dividendes reçus	(250)	(86)	536	(38)
Part des actionnaires sans contrôle	20	(53)	34	(118)
	1 691	1 144	5 965	2 151
Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement (note 7)	728	3 227	(302)	7 604
	2 419	4 371	5 663	9 755
Activités de financement				
Frais de financement reportés	(36)	-	(52)	-
Distributions aux détenteurs de parts et d'unités d'actions reflet (note 9)	-	(1 000)	-	(3 000)
Rachat d'actions (note 9)	(191)	-	(428)	-
	(227)	(1 000)	(480)	(3 000)
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 017)	(27)	(1 038)	(142)
Acquisitions d'actifs incorporels et autres actifs	(1 462)	(223)	(2 243)	(426)
	(2 479)	(250)	(3 281)	(568)
Flux de trésorerie (décaissements) des activités poursuivies	(287)	3 121	1 902	6 187
Flux de trésorerie (décaissements) des activités abandonnées (note 5)	-	(18)	(414)	5
Variation nette de l'encaisse	(287)	3 103	1 488	6 192
Encaisse au début	23 902	9 867	22 127	6 778
Encaisse à la fin	23 615	12 970	23 615	12 970

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Bilans consolidés

(non vérifiés)
(en milliers de dollars)

	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$	30 juin 2009 \$
Actif			
À court terme			
Encaisse	23 615	22 127	12 970
Débiteurs	67 621	60 876	61 366
Stocks (note 3)	11 731	10 599	13 964
Impôts futurs	814	139	1 366
Actifs à court terme des activités abandonnées (note 5)	-	9	9
	103 781	93 750	89 675
Placements	2 652	3 188	2 812
Immobilisations corporelles	6 836	7 249	8 262
Actifs incorporels et autres actifs	3 926	2 776	1 369
Impôts futurs	-	1 356	934
Écarts d'acquisition	4 815	4 815	4 815
	122 010	113 134	107 867
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer	51 790	45 509	42 410
Revenus reportés	5 030	5 029	4 755
Impôts sur le bénéfice à payer	982	358	466
Passif à court terme des activités abandonnées (note 5)	-	423	859
	57 802	51 319	48 490
Part des actionnaires sans contrôle	860	826	584
Garanties et éventualités (note 10)			
Avoir des actionnaires (note 9)	63 348	60 989	58 793
	122 010	113 134	107 867

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Au nom du conseil



Harry Hart, Administrateur



Gérard A. Limoges, Administrateur

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Hartco inc. (la « Société » ou « Hartco ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 17 février 2009.

Le 14 avril 2009, Fonds de Revenu Hartco (le « Fonds ») a complété la conversion de la fiducie en société par actions.

La conversion a été comptabilisée selon la méthode de la continuité des intérêts communs puisque Hartco inc. continue d'exercer les activités du Fonds et qu'il n'y a aucun transfert de propriété.

En tant que société par actions, Hartco est assujettie à l'impôt fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés à compter de la date d'entrée en vigueur de la conversion.

Par l'entremise de ses unités d'exploitation, incluant dans leur ensemble plus de 50 établissements à travers le Canada et regroupées sous les bannières Metafore^{MC}, MicroAge^{MD} et Northwest Digital^{MD}, la Société fournit des solutions en matière de technologies de l'information à des organisations privées ou publiques de toutes tailles. En décembre 2009, Hartco a annoncé la fusion de Metafore et Microserv, toutes deux du secteur d'activités Ventes aux entreprises. La Société exploite désormais les activités de ce secteur sous la bannière Metafore.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Nouvelles conventions comptables à être adoptées dans le futur

Normes internationales d'information financière. Le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») convergera vers les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») au cours d'une période de transition qui se terminera le 1^{er} janvier 2011, date d'entrée en vigueur des IFRS. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation. Par conséquent, la Société a élaboré un plan de basculement afin d'adopter ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Une équipe de mise en œuvre a été formée et des conseillers indépendants ont été embauchés afin de former et guider les employés. La Société a terminé la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic au cours de 2008 et sa documentation en 2009. La Société se trouve actuellement dans la phase d'analyse des répercussions et de conception. Lors de son analyse comparative des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé un certain nombre de différences. La Société a estimé qu'il n'y aura pas d'incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation. La Société réévaluera et ajustera continuellement le plan de basculement afin de s'assurer que le processus de mise en œuvre couvre adéquatement les principaux éléments du plan.

Les différences repérées ne doivent pas être considérées comme exhaustives et d'autres modifications pourraient découler de la conversion aux IFRS. De plus, les incidences de la conversion aux IFRS énumérées reflètent les hypothèses, estimations et attentes les plus récentes de la Société, y compris l'évaluation des IFRS par la Société qui devraient être applicables au moment de la conversion. Par suite de changements de circonstances, comme la conjoncture économique ou les activités, et de l'incertitude inhérente à l'utilisation d'hypothèses, les incidences réelles de notre conversion aux IFRS pourraient être différentes.

Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux regroupements d'entreprises pour lesquels l'acquisition aura eu lieu pendant ou après les périodes intermédiaires ou les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Ce chapitre améliore la pertinence, la fiabilité

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

et la comparabilité de l'information relative à un regroupement d'entreprises et à ses effets que fournit l'entité publiante dans ses états financiers.

Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts de la Société à compter du 1^{er} janvier 2011. Ce chapitre établit les normes pour la préparation des états financiers consolidés.

Le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Ce chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans des états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé sur la base du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation est établie selon le prix de vente estimatif normal moins les coûts pour vendre les produits. Le coût d'acquisition des stocks est établi à partir du prix d'achat, des droits d'importation et de transport moins les remises et les rabais. Une revue des stocks est effectuée à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si une dépréciation ou la reprise de dépréciation de la valeur comptable est nécessaire. La dépréciation ou la reprise de dépréciation est comptabilisée dans le coût des ventes au moment où elle est constatée.

Pour les trimestres et semestres terminés les 30 juin 2010 et 2009, les montants de stocks suivants ont été comptabilisés en charge :

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Achats	82 761	68 827	174 833	152 230
Dépréciation pour désuétude et âge des stocks	90	199	126	538
Variation nette des stocks	578	4 388	(989)	5 221
Total de la charge de stocks	83 429	73 414	173 970	157 989

La dépréciation de la valeur comptable pour les trimestres et semestres terminés les 30 juin 2010 et 2009 est reliée à des stocks à rotation lente. Les autres coûts des ventes et frais d'exploitation sont reliés aux coûts de service, coûts directs, coûts de commercialisation, et aux frais généraux et administratifs.

4. FRAIS FINANCIERS

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Intérêts débiteurs et autres charges de la facilité de crédit	23	32	44	89
Autres intérêts et frais bancaires	399	83	520	368
Revenus d'intérêts	(30)	(28)	(61)	(55)
	392	87	503	402

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

5. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Faisant suite au désinvestissement de sa division de vente au détail CompuSmart en 2007, la Société a réglé toutes les obligations liées à des baux résiliés.

Les résultats des activités de CompuSmart, ses flux de trésorerie et sa situation financière ont été traités séparément dans les états financiers consolidés et ils apparaissent à titre d'activités abandonnées.

Les flux de trésorerie pour les activités abandonnées se détaillent comme suit :

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Décaissements des activités d'exploitation	-	(18)	(414)	5
Décaissements des activités d'investissement	-	-	-	-
Flux de trésorerie des activités de financement	-	-	-	-
	-	(18)	(414)	5

Actif	30 juin 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
	\$	\$	\$
À court terme			
Débiteurs	-	9	9
Actifs à court terme des activités abandonnées	-	9	9

Passif

À court terme			
Créditeurs et charges à payer	-	8	21
Obligations de location	-	400	841
Revenus reportés	-	15	15
Passif des activités abandonnées	-	423	877
Passif net des activités abandonnées	-	(414)	(868)

6. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le terme action est utilisé soit pour les actions ou les parts en circulation pour les périodes de référence précédant la conversion de la fiducie de revenu (voir note 1). Par conséquent, le tableau suivant, présente le bénéfice net et le nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice par action de base et dilué.

	Trimestre terminé le 30 juin		Semestre terminé le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net	766	608	2 648	963
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				
- de base	13 435 070	13 598 803	13 470 272	13 598 803
- dilué	13 849 086	13 598 803	13 888 117	13 598 803

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

7. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS-CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	Trimestre terminé		Semestre terminé	
	le 30 juin		le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	7 243	7 481	(6 745)	7 004
Stocks	(852)	2 188	(1 132)	4 633
Créditeurs et charges à payer	(5 621)	(6 327)	6 950	(4 517)
Revenus reportés	(420)	(94)	1	563
Impôts sur les bénéficiaires à payer	378	(21)	624	(79)
	728	3 227	(302)	7 604

8. FACILITÉ DE CRÉDIT

La Société a une entente de financement de l'ordre de 45,0 M \$ qui comprend une tranche de crédit rotative renouvelable de 3 ans de 25,0 M \$ qui peut être prolongée d'une année supplémentaire avant chaque date d'anniversaire et de deux tranches de crédit remboursables sur demande de 10,0 M \$ chacune. Cette facilité de crédit porte intérêt à divers taux selon le taux de base ou le taux des acceptations bancaires majoré d'une prime calculée sur la base de l'atteinte de certains ratios financiers. Au 30 juin 2010, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit. De plus, la Société est assujettie au maintien des ratios habituels de couverture de la dette sur l'avoir net corporel et des charges fixes ainsi que certaines autres conditions. Au 30 juin 2010, la Société respectait ces ratios financiers.

9. AVOIR DES ACTIONNAIRES

Le capital-actions de la Société est composé d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, comme suit :

Actions ordinaires

Autorisées:

Un nombre illimité d'actions ordinaires de Hartco

Actions privilégiées

Autorisées:

Un nombre illimité d'actions privilégiées de Hartco, non-votantes, non-participantes

Émises:

Aucune action privilégiée n'a été émise

Le sommaire suivant démontre le capital-actions de Hartco pour les semestres terminés les 30 juin 2010 et 2009 :

Parts	Nombre de parts	\$
Total des parts en circulation au 31 décembre 2008	13 598 890	48 743
Conversion en actions ordinaires de Hartco	(13 598 890)	(48 743)
Total des parts en circulation au 31 décembre 2009	-	-

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

Actions ordinaires	Nombre d'actions	\$
Total en circulation au 31 décembre 2009	13 540 690	48 535
Actions rachetées et annulées	(131 800)	(466)
Total en circulation au 30 juin 2010	13 408 890	48 069

Rachat et annulation d'actions

Au cours du troisième trimestre de 2009, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cadre normal de ses activités. Dans le cadre de cette offre publique de rachat, Hartco est autorisée à racheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 679 944 actions ordinaires durant la période de douze mois commençant le 28 août 2009 et se terminant le 27 août 2010, représentant 5 % des actions ordinaires de Hartco émises et en circulation. Hartco effectue ses rachats par l'entremise de la Bourse de Toronto au prix du marché des actions ordinaires au moment du rachat. Pour le semestre se terminant le 30 juin 2010, la Société a racheté et annulé 131 800 actions à un prix moyen de 3,25 \$ l'action pour un total de 428 000 \$. Depuis le lancement de l'offre publique de rachat le 28 août 2009, jusqu'au 30 juin 2010, la Société a racheté et annulé 190 000 actions à un prix moyen de 2,93 \$ l'action pour un total de 556 000 \$.

Régime d'options d'achat d'actions

En 2009, le conseil d'administration de la Société a créé un régime d'options d'achat d'actions (le « régime d'options d'achat d'actions ») à l'intention des administrateurs, des dirigeants et des employés de la Société. Les principales modalités du régime d'options d'achat d'actions sont les suivantes :

- (a) le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises par suite de la levée d'options octroyées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions correspond à 10 % du nombre d'actions ordinaires de la Société qui sont émises et en circulation à l'occasion;
- (b) une option ne peut être octroyée au titulaire d'option que si le nombre global des actions ordinaires : (i) émises à des « initiés », au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario, au cours de toute période de un an; et (ii) pouvant être émises à des « initiés », à tout moment, dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions ou, lorsque ce nombre est combiné à tous les autres mécanismes de rémunération à base de titres de la Société, est inférieur à 10 % du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société;
- (c) le prix de levée des options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions est fixé au moment de l'octroi des options, mais ne peut être inférieur au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement le jour où une option est octroyée;
- (d) le conseil d'administration établit la durée de chaque option au moment où celle-ci est octroyée, sous réserve d'une durée maximale de dix ans à compter de la date d'octroi de l'option; et
- (e) les droits de chaque option deviendront « acquis » par tranche de 20 % des actions ordinaires visées par l'option, à partir de la première année après la date d'octroi de sorte que l'option sera entièrement « acquise » cinq ans après la date d'octroi, sauf décision contraire du conseil d'administration de la Société au moment de l'octroi.

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

Un sommaire des activités relatives aux administrateurs, dirigeants et employés participant au régime d'options d'achat d'actions pour le semestre terminé le 30 juin 2010 s'établit comme suit :

	2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
Options en cours au début de la période	987 668	2,18 \$
Options octroyées et en cours, à la fin de la période	987 668	2,18 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	9 668	2,18 \$

La juste valeur des options attribués durant l'exercice a été déterminé en utilisant le modèle Black et Scholes en utilisant les hypothèses ci-dessous :

	2010
	Régime d'options d'achat d'actions
Date d'octroi	13 août 2009
Prix des actions à la date d'octroi	2,18 \$
Prix d'exercice	2,18 \$
Durée de vie de l'option en année ¹⁾	5 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,85%
Volatilité prévue	42%
Rendement prévue de l'action	0%
Taux de d'option frappé d'extinction ou d'annulation	0%

Juste valeur de l'option **1,22 \$**

1) La durée de vie contractuelle des options octroyés est d'une durée de 10 ans. La durée de vie restante des options est de 9 ans et 3 mois.

La volatilité prévue tient compte de la volatilité historique du prix des actions de la Société.

Le taux d'intérêts sans risque utilisé pour déterminer la juste valeur des attributions d'options sur action est basé sur une courbe des taux du gouvernement du Canada.

La juste valeur résultant du calcul est passée en charge sur une période de service de cinq ans en utilisant l'hypothèse qu'aucune des options ne viendra à échéance durant la période de service lorsque les employés quittent la Société.

La Société a comptabilisé une charge de rémunération de 69 000 \$ au cours du semestre terminé le 30 juin 2010 et celle-ci est incluse dans les coûts des ventes et des frais d'exploitation alors qu'aucune charge de rémunération n'a été comptabilisée pour le semestre terminé le 30 juin 2009.

Programme incitatif à long terme

En 2006, le Conseil des fiduciaires du Fonds a approuvé un Programme incitatif à long terme (« PILT »). Les fiduciaires, dirigeants et associés du Fonds et de ses sociétés affiliées étaient admissibles au PILT jusqu'à son annulation postérieurement à la conversion de la fiducie de revenu. Conformément à ce PILT, les parts attribuées étaient acquises sur une période de trois ans à partir de la date d'attribution. Il n'y avait aucune attribution de parts durant le semestre terminée le 30 juin 2009. À la suite d'une baisse de la valeur au marché public, la Société a renversé une charge de 38 000 \$ au cours du semestre terminé le 30 juin 2009.

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

10. GARANTIES ET ÉVENTUALITÉS

a) Garanties

Par l'entremise de ses filiales, Distribution Hartco s.e.c. et Metafore Technologies inc., la Société s'est portée garante auprès des institutions financières de deux franchisés, pour un montant total de 550 000 \$. Au 30 juin 2010, aucun montant n'était sujet à remboursement par la Société. Dans l'éventualité où un recours serait exercé contre la Société par une des garanties de 400 000 \$, la Société pourrait compenser toute somme exigible par son propre recours contre les actifs du franchisé pour compenser les sommes à rembourser en vertu de cette garantie. La Société n'a pas de recours pour l'autre garantie de 150 000 \$. Si une somme devient exigible en vertu de l'une ou l'autre de ces garanties, une charge correspondant à l'excédent du montant payé sur la valeur de réalisation nette des actifs donnés en garantie sera portée aux résultats de l'exercice alors en cours.

La Société s'est engagé auprès de plusieurs institutions financières à racheter les stocks de certains franchisés selon certaines modalités. Le montant du rachat à payer est limité aux montants dus à l'institution financière ou au prix de vente initial des stocks en main, selon le moindre des deux montants. Au 30 juin 2010, la somme maximale à payer selon la garantie de tous les stocks à racheter totalisait 1,8 M \$. Advenant un recours contre la Société au terme de ces engagements, les stocks seraient vendus dans le cours normal des activités.

b) Éventualités

La Société, dans le cours normal des affaires, est également citée dans d'autres réclamations et poursuites qu'elle conteste actuellement. La direction croit que le règlement de ces réclamations et de ces poursuites n'aura aucune incidence négative importante sur la situation financière, les bénéfices ou les flux de trésorerie de la Société.

11. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société est de gérer ses capitaux afin de s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance organique, tout en adoptant une approche prudente par rapport à l'effet de levier financier et la gestion de ses risques financiers.

Les capitaux de la Société sont composés de l'avoir des actionnaires et de la facilité de crédit, nets de l'encaisse.

La stratégie financière de la Société est conçue et formulée pour maintenir une structure de capital flexible correspondant aux objectifs de la Société afin de répondre aux changements de conditions économiques et minimiser les risques reliés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capitaux, la Société a la capacité d'acheter des actions à des fins d'annulation, d'émettre de nouvelles actions; d'augmenter sa dette (garantie, non garantie et d'autres types de titres de créance disponibles), de négocier une nouvelle facilité de crédit avec différentes caractéristiques ou d'augmenter son encaisse par l'entremise de titrisation de ses comptes clients. La Société n'est assujettie à aucune clause financière externe autre que celles relatives à la facilité de crédit.

La Société évalue son rendement à l'aide de différents indicateurs tels que le rendement sur capital investi (RCI), le cycle de conversion de l'encaisse, le rendement sur fonds de roulement utilisé (RFRU), le nombre de jours en inventaire, le délai moyen d'encaissement des comptes clients, le délai moyen de règlement des comptes fournisseurs et le ratio dette:capitalisation.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques en raison de ses actifs et passifs financiers. L'analyse qui suit fournit une évaluation des risques au 30 juin 2010 comparativement au 30 juin 2009.

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

a) *Risque de crédit*

Les principaux actifs financiers de la Société sont composés de l'encaisse, les débiteurs et les prêts à recevoir représentant l'exposition de la Société au risque de crédit relié à ses actifs financiers.

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable à ses comptes clients. Les montants divulgués dans le bilan sont nets des provisions pour créances douteuses estimées par la direction de la Société qui sont basées sur l'expérience de recouvrement antérieure et l'évaluation du contexte économique actuel. La Société croit que le risque de crédit associé à ses comptes clients est limité pour les raisons suivantes :

- La vaste clientèle de la Société se trouve dans différentes industries, répartie dans les secteurs public et privé et dans divers emplacements géographiques.
- La Société n'a aucun compte client net de la provision pour mauvaises créances qui représente plus de 5 % de ses comptes clients comparativement à 3 % l'an dernier.
- Environ 80 % (69 % en 2009) de ses comptes clients nets de la provision pour mauvaises créances sont courants, 12 % (23 % en 2009) sont âgés de moins de 60 jours et 8 % (8 % en 2009) sont âgés de plus de 60 jours.
- La Société a établi différentes mesures de contrôle à l'interne pour réduire les risques de crédit, y compris un service de crédit dédié. Ce service est chargé d'analyser et recommander les limites de crédit allouées aux clients. La Société effectue également des revues de crédit périodiques auprès de ses clients.
- La Société comptabilise une provision pour créances douteuses lorsque la direction considère que le montant de recouvrement prévu est en deça du solde du compte client. À la suite de l'évaluation de la situation courante, une provision de 0,1 M \$ a été renversée durant le second trimestre de 2010, alors que 0,3 M \$ ont été comptabilisés au cours du semestre terminé le 30 juin 2009.

Le risque de crédit sur l'encaisse est limité puisque la contrepartie est une banque à charte canadienne.

b) *Risques du marché*

i) *Risque de change*

Les résultats de la Société sont sujets à des fluctuations découlant des mouvements de taux de change lorsque des transactions sont faites dans des devises autres que le dollar canadien. La Société considère qu'il s'agit d'un risque relativement limité et il n'utilise pas d'instruments de couverture pour gérer son exposition au risque de change car les volumes et montants de ces transactions sont non significatifs. L'incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur le bénéfice net est négligeable.

ii) *Risque de taux d'intérêt*

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt relativement à l'encaisse, à la facilité de crédit et au taux d'intérêt sur les prêts à recevoir.

c) *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est relié à l'incapacité potentielle de la Société de s'acquitter de ses obligations financières au moment de leur échéance ou d'effectuer ses distributions en espèces. La Société gère son risque de liquidité par la gestion de sa structure de capital et en profitant de l'effet de levier financier. Il gère également son risque de liquidité en surveillant continuellement ses flux de trésorerie actuels et projetés, en considérant le caractère saisonnier de ses ventes et des recettes en appariant le profil d'échéance des actifs et des passifs financiers. Le conseil d'administration revoit et approuve le budget d'exploitation et le

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

budget d'immobilisations de la Société, ainsi que toute transaction qui pourrait déborder du cours normal de ses activités, y compris des propositions pour faire des acquisitions ou d'autres investissements ou désinvestissements. Au cours des dernières années, la Société a financé sa capacité d'expansion et la croissance de ses ventes principalement par l'entremise de fonds auto-générés et l'utilisation périodique de sa facilité de crédit renouvelable (voir note 8) pour financer le cycle de conversion de l'encaisse et les exigences saisonnières de la gestion de son fonds de roulement.

d) *Juste valeur*

Aux 30 juin 2010 et 2009, la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers se rapprochait de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

13. DONNÉES COMPARATIVES

Certaines données comparatives ont été reclassées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'année en cours.

14. SECTEURS D'ACTIVITÉS

La Société exerce ses activités dans deux secteurs au Canada : le secteur Franchisage et distribution et le secteur Vente aux entreprises.

Le secteur **Franchisage et distribution** englobe les activités de distribution de la Société menées par Distribution Hartco Société en commandite (« Distribution Hartco »), ainsi que le franchisage d'établissements vendant une vaste gamme de solutions de technologies de l'information à des entreprises de toutes tailles des secteurs privé et public. Les franchises œuvrent sous les bannières Metafore^{MC}, MicroAge^{MD} et Northwest Digital^{MD} qui ensemble comptent plus de 50 établissements à travers le pays. Les revenus de ce secteur comprennent des revenus découlant de la vente de produits aux franchisés et des redevances provenant des revenus des franchisés. Les résultats de ce secteur incluent aussi les activités et frais d'exploitation relatifs aux services généraux offerts par la Société.

Le secteur **Vente aux entreprises** englobe les activités des établissements exploités par sa filiale, Metafore Technologies inc. (« Metafore »), ainsi que celles d'une franchise MicroAge, désignée comme une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »). Depuis janvier 2010, Metafore et Microserv, deux filiales opérant dans le secteur Vente aux entreprises, ont fusionné leurs opérations et mènent leurs activités maintenant sous la bannière Metafore. Metafore est l'un des plus importants fournisseurs de solutions TI au Canada avec des opérations à travers le pays.

Ces secteurs sont gérés séparément, étant donné qu'ils requièrent des stratégies de marché spécifiques. La Société évalue le rendement de chacun des secteurs selon leur bénéfice d'exploitation.

Les conventions comptables de chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés. Les ventes intersectorielles sont effectuées à la valeur d'échange qui se rapproche de celle qui prévaut au sein des marchés desservis. La gestion des frais financiers et des impôts sur les bénéfices est centralisée, et par conséquent, ces charges ne sont pas attribuées à ces secteurs.

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux, sauf pour le nombre d'établissements)

Le tableau suivant présente un résumé de l'information par secteur d'activités poursuivies par la Société :

Pour les trimestres terminés aux 30 juin

	2010			2009		
	Franchisage/ distribution \$	Vente aux entreprises \$	Total \$	Franchisage/ distribution \$	Vente aux entreprises \$	Total \$
Revenus	74 306	93 147	167 453	61 164	88 815	149 979
Redevances	501	-	501	508	-	508
Opérations intersectorielles	(52 072)	-	(52 072)	(47 782)	-	(47 782)
	22 735	93 147	115 882	13 890	88 815	102 705
Coût des ventes et frais d'exploitation	74 044	39 413	113 457	60 947	40 504	101 451
Opérations intersectorielles	(52 072)	52 072	-	(47 782)	47 782	-
	21 972	91 485	113 457	13 165	88 286	101 451
Bénéfice d'exploitation avant l'élément suivant	763	1 662	2 425	725	529	1 254
Amortissement	295	621	916	159	294	453
Bénéfice d'exploitation	468	1 041	1 509	566	235	801
Actifs	39 761	82 249	122 010	36 899	70 959	107 858
Écarts d'acquisition	-	4 815	4 815	-	4 815	4 815
Dépenses en immobilisations	2 452	27	2 479	53	197	250
Nombre d'établissements						
Début de l'exercice	45	15	60	45	15	60
Fermés	(5)	(1)	(6)	-	-	-
Fin de l'exercice	40	14	54	45	15	60
Pour les semestres terminés les 30 juin						
Revenus	149 312	194 123	343 435	134 795	182 708	317 503
Redevances	1 075	-	1 075	1 042	-	1 042
Opérations intersectorielles	(105 999)	-	(105 999)	(100 580)	-	(100 580)
	44 388	194 123	238 511	35 257	182 708	217 965
Coût des ventes et frais d'exploitation	148 180	84 457	232 637	135 295	80 363	215 658
Opérations intersectorielles	(105 999)	105 999	-	(100 580)	100 580	-
	42 181	190 456	232 637	34 715	180 943	215 658
Bénéfice d'exploitation avant l'élément suivant	2 207	3 667	5 874	542	1 765	2 307
Amortissement	598	1 271	1 869	438	602	1 040
Bénéfice d'exploitation	1 609	2 396	4 005	104	1 163	1 267
Actifs	39 761	82 249	122 010	36 899	70 959	107 858
Écarts d'acquisition	-	4 815	4 815	-	4 815	4 815
Dépenses en immobilisations	3 243	38	3 281	180	388	568
Nombre d'établissements						
Début de l'exercice	45	15	60	46	15	61
Fermés	(5)	(1)	(6)	(1)	-	(1)
Fin de l'exercice	40	14	54	45	15	60